

**LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ASVPP – Oiseaux Nature et Vosges Nature Environnement**  
**et**  
**L'Association UFC QUE CHOISIR VOSGES,**

Nompatelize, le 25 juin 2019

**Lettre ouverte à :**

Monsieur Pierre ORY Préfet des Vosges,  
Monsieur François VANNSON président du CD88,  
Mesdames et Messieurs les membres de la CLE

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental,  
Mesdames et Messieurs les membres de la CLE,

Depuis maintenant plus de trois ans nous dénonçons le chantage économique et le chantage à l'emploi exercés par Nestlé Waters (NW) pour qu'on ne touche pas aux volumes embouteillés de « Bonne Source », dans le cadre de la recherche d'équilibre de la nappe GTI sur le secteur Vittel – Contrexéville.

Une menace de 200 suppressions d'emploi est en effet agitée de manière récurrente s'il est mis un terme à l'embouteillage de « Bonne Source ».

Lors des différentes réunions publiques et au cours de la concertation préalable qui a pris fin en février dernier, nous avons montré que malgré l'augmentation des volumes embouteillés, les emplois ne cessaient de baisser, passant de 4500 en 1975 à moins de 1000 aujourd'hui.

Nous avons aussi démontré que ces pertes d'emploi étaient inévitables au regard des investissements réalisés par NW dans des chaînes ultra modernes automatisées, robotisées et que d'autres allaient suivre sous la pression des actionnaires, qui imposent une meilleure rentabilité, davantage de profits et donc de retour sur investissement.

Il était donc prévisible que NW se comporte comme d'autres multinationales et réduise sa masse salariale pour répondre aux exigences des actionnaires.

Nous en avons aujourd'hui la preuve avec une première vague de 120 suppressions de postes, qui n'en doutons pas sera suivie par d'autres, car il apparaîtrait que le sureffectif soit bien supérieur aux yeux de la multinationale...Et tout cela, comme nous l'avons annoncé, indépendamment de toute mesure de réduction d'embouteillage !

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président comment avez-vous pu croire un seul instant à ce chantage à l'emploi ? Pourquoi n'avez-vous pas exigé de NW une étude technico-économique justifiant les postes de travail impactés par une éventuelle réduction de l'embouteillage ?

Vous avez refusé Monsieur le Préfet d'exercer vos responsabilités dans le cadre de la loi sur l'eau qui vous permet, de mettre un terme aux prélèvements NW dans la nappe GTI afin que celle-ci retrouve rapidement son équilibre, car il faut, dites vous, concilier économie et écologie !

Vous avez Monsieur le Préfet, Monsieur le Président, malgré des milliers d'avis défavorables lors de la concertation, malgré nos mises en garde, encouragé la CLE, au mépris de la loi sur l'eau, à confirmer ce choix de désigner NW comme usager prioritaire de la ressource au détriment de l'approvisionnement des populations locales en eau potable !

Tout cela pour préserver des emplois qui sont supprimés malgré tout.

Vous nous avez reproché publiquement une attitude radicale, irresponsable...

Vous avez Monsieur le Président osé agresser récemment des élus qui ne partagent pas la solution de transfert que vous préconisez et qui sont inquiets, à juste titre, des conséquences sur leur ressource, compte tenu de sa fragilité et de l'absence d'études d'impact, le tout dans un contexte de réchauffement climatique et de stress hydrique de plus en plus préoccupant !

Vous avez Mesdames et Messieurs les membres de la CLE, confirmé le 13 mai dernier la stratégie retenue le 26 avril 2016, élaborée dans le cadre du conflit d'intérêt que l'on connaît, à savoir épargner les industriels et recourir aux transferts d'eau pour les populations locales malgré la fragilité démontrée des ressources de substitution envisagées.

Tout cela pour préserver 200 emplois qui au lendemain de votre décision sont supprimés aux 3/5 !

Les faits démontrent aujourd'hui que notre analyse était juste et en cédant au chantage de NW :

- non seulement vous ne stoppez pas les diminutions d'emploi programmées,
- vous ne mettez pas un terme à l'embouteillage d'une ressource de grande qualité très précieuse pour l'alimentation en eau potable des populations locales au regard des conséquences inéluctables du réchauffement climatique.
- et vous vous apprêtez à déplacer le problème, voire de l'aggraver, vers d'autres secteurs tout aussi fragiles...

Au regard de ces faits nouveaux il est plus que temps de dire STOP à ces prélèvements NW dans les GTI et de faire appliquer la loi rien que la loi, qui donne priorité d'usage aux populations locales pour leur approvisionnement en eau potable.

Votre responsabilité est engagée. Cette ressource en eau est notre bien commun à tous et nul ne peut se l'approprier pour en tirer profit en menaçant sa pérennité !

Cette décision de NW discrédite toute la stratégie que l'Etat et de nombreux élus préconisent depuis 10 ans.

Il faut aujourd'hui se rendre à l'évidence que les objectifs de NW sont autres que la préservation de l'emploi, et vous devez réorienter les choix envisagés, dans le sens d'une protection pérenne des différentes ressources en eau du territoire.

Nous osons espérer, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que le bon sens et la sagesse puissent encore l'emporter, et vous prions d'agréer l'expression de nos salutations respectueuses !

Les associations du collectif eau 88

**PS :**

Le lien vers l'article des Echos de 2018 présentant les objectifs de la multinationale

<https://www.lesechos.fr/2018/01/nestle-taille-dans-ses-effectifs-en-france-982984>

## **Nestlé taille dans ses effectifs en France**

### **Contacts :**

**Christiane LECOANET : 09.52.15.16.89**

**Jean François FLECK : 06.23.53.54.99**

**Bernard SCHMITT : 07.68.38.76.62**

**Christian VILLAUME : 03.83.71.41.70**